



# Assemblée générale

Soixante-treizième session

Documents officiels

## Première Commission

8<sup>e</sup> séance plénière

Mardi 16 octobre 2018, à 15 heures

New York

*Président :* M. Jinga ..... (Roumanie)

*En l'absence du Président, M. Ataíde Amaral (Portugal), Vice-Président, assume la présidence.*

### Points 93 à 108 de l'ordre du jour (suite)

#### Débat général sur tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

**Le Président par intérim (parle en anglais) :**  
Conformément à notre programme de travail, nous commencerons par le traditionnel échange de vues avec la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement sur la suite donnée aux résolutions et aux décisions adoptées à des sessions précédentes et aux rapports qui ont été présentés, y compris sur l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, en application de la résolution 70/69.

Avant de poursuivre, je voudrais consulter les membres sur le fait d'inviter les participants ci-après à l'échange de vues avec la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement : S. E. l'Ambassadeur Vladimir Drobnyak, Président du Conseil consultatif du Secrétaire général pour les questions de désarmement et Président du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement; M<sup>me</sup> Renata Dwan, Directrice de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.

Puis-je considérer que la Commission souhaite inviter l'Ambassadeur Drobnyak et M<sup>me</sup> Dwan à se joindre à la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement dans l'échange de vues de cet après-midi sur la suite donnée aux résolutions et décisions adoptées par la Commission?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :**  
En vertu de la décision qui vient d'être adoptée, j'invite chaleureusement à la tribune S. E. l'Ambassadeur Vladimir Drobnyak, Président du Conseil consultatif du Secrétaire général pour les questions de désarmement et Président du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), et M<sup>me</sup> Renata Dwan, Directrice de l'UNIDIR.

Je vais maintenant suspendre la séance pour nous permettre d'examiner la question dans un contexte informel, selon la pratique établie de la Commission.

*La séance, suspendue à 15 h 15, est reprise à 16 h 30.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :**  
Avant de donner la parole aux délégations, je prie une nouvelle fois instamment tous les orateurs de bien vouloir respecter les temps de parole prescrits.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



**M. Santos Maraver** (Espagne) (*parle en espagnol*) : L'Espagne s'aligne sur la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne (voir A/C.1/73/PV.2).

Le régime international de non-prolifération, l'un des piliers majeurs de la paix et de la sécurité mondiales, est à un carrefour historique. Tous les membres de la communauté internationale, en particulier ceux d'entre nous qui ont foi dans un multilatéralisme efficace, doivent contribuer à préserver ce remarquable héritage. Il était fait allusion à cet objectif dans la première résolution adoptée par l'Assemblée générale en 1946 – la résolution 1 (I) –, et celui-ci a depuis été l'objectif ultime de tous nos efforts. C'est un défi mondial qu'on ne peut relever que par la voie du consensus.

Le régime de non-prolifération nucléaire est fondé sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Nous célébrons cette année le cinquantenaire de l'entrée en vigueur de cet instrument, et notre pays continue de croire dans sa pleine application et son énorme potentiel. Ses trois piliers – désarmement, non-prolifération et utilisation pacifique de l'énergie atomique – doivent tous être renforcés en parallèle. La prochaine Conférence d'examen du TNP aura lieu en 2020. Nous devons lui confier les tâches appropriées. Un nouvel échec à réunir un consensus, comme cela s'est produit en 2015, porterait un coup sévère à cette pierre angulaire de la non-prolifération. Comme tout autre régime de sécurité, notre régime est basé sur la confiance – non seulement pour endiguer la prolifération, ce qu'il parvient partiellement à faire, mais aussi pour progresser sur la voie d'un monde sans armes nucléaires.

Nous sommes attachés à la négociation et à la conclusion d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, objectif qui, malgré le temps qui s'est écoulé, n'a cessé d'être une urgence. Nous appelons également à l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et reconnaissons la contribution de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires à la paix et à la stabilité mondiales. Enfin, nous ne saurions oublier l'objectif tendant à organiser une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Il s'agit là d'autant d'étapes nécessaires, qui ne s'excluent pas les unes les autres, et elles font partie d'un programme multilatéral qui requiert le consensus le plus large possible pour être mené à bien.

Tout en réaffirmant notre attachement sans équivoque au TNP, nous exigeons que les puissances qui possèdent des armes nucléaires donnent suite à leur engagement, énoncé à l'article VI, de continuer à prendre des mesures visant à réaliser le désarmement nucléaire. Nous sommes bien conscients du contexte de sécurité, mais nous insistons sur la nécessité de progresser sur la voie du désarmement par l'intermédiaire de mesures concrètes. La crédibilité du régime en dépend.

Il y a beaucoup de fronts ouverts dans le régime de non-prolifération nucléaire. En tant que représentant d'un pays européen, je commencerai par le système de sécurité en Europe, basé sur un ensemble d'engagements et de traités relatifs au désarmement et à la maîtrise des armements qui ont permis une période de paix et de stabilité durable et sans précédent dans l'histoire de la région. Nous appelons à ce que cette architecture soit préservée de tout désaccord politique et de toute crise.

Le Plan d'action global commun avec l'Iran revêt également une grande importance pour la paix et la stabilité mondiales. C'est une grande réalisation de la diplomatie multilatérale, et c'est pourquoi nous estimons qu'il devrait être préservé. Tout indique que l'Iran remplit ses engagements en vertu du Plan, lequel est assorti d'un régime exhaustif de vérifications et de rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Nous estimons également que le rôle de l'Iran dans une région très exposée aux conflits, de même que son programme de missiles balistiques, soulève des préoccupations légitimes qui doivent être abordées dans le cadre d'un dialogue franc avec la République islamique d'Iran. Si un tel dialogue était couronné de succès, il aiderait à consolider plus avant l'accord sur le nucléaire.

La République populaire démocratique de Corée est le seul pays à avoir conduit des essais nucléaires au XXI<sup>e</sup> siècle. Son programme nucléaire et balistique constitue l'une des plus grandes menaces à la stabilité mondiale. Nous trouvons matière à espérer dans le processus lancé avec la Déclaration de Panmunjom, mais cet espoir ne peut ni ne doit exister sans pragmatisme. Le processus est incroyablement complexe et a déjà échoué à plusieurs reprises. Il faut prendre des mesures concrètes pour garantir la dénucléarisation intégrale, complète et irréversible de la péninsule coréenne avant que nous ne puissions envisager la levée de l'actuel régime de sanctions.

L'emploi répété d'armes chimiques en Syrie depuis 2012 est l'une des plus importantes violations du

droit humanitaire et représente une infraction flagrante à la Convention sur les armes chimiques. Nous avons également été témoins d'autres cas récents d'emploi d'armes chimiques à Kuala Lumpur et à Salisbury. Nous tenons à condamner une nouvelle fois sans équivoque toute utilisation de ces armes interdites, par qui que ce soit, dans quelque situation et quelle qu'en soit la raison. La communauté internationale ne doit pas rester sans réaction face à l'impunité concernant le recours à des armes chimiques.

L'Espagne participe à toutes les initiatives menées pour renforcer le régime de non-prolifération des armes chimiques. Nous avons fait partie des fondateurs du Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques, créé en janvier, et nous avons appuyé en juin la création d'un mécanisme visant à attribuer les responsabilités de l'emploi d'armes chimiques en Syrie, dans le cadre de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). En outre, nous avons toute confiance dans la capacité et la rigueur de l'OIAC, qui, depuis qu'elle existe, a permis la destruction de 98 % des arsenaux déclarés et a reçu le prix Nobel de la paix en 2013.

Les armes classiques frappant sans discrimination et l'accès de la population aux armes légères font peser une menace de plus en plus évidente sur la paix, la stabilité et le progrès. Le lien entre ces armes, la violence armée et l'absence de développement est à présent indiscutable. C'est un problème mondial et, en tant que tel, il ne peut être traité que par des moyens universellement acceptés.

Nous sommes guidés par la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui a tenu sa conférence d'examen avec succès l'an dernier. Nous demandons la mise en place des synergies possibles entre les trois conventions humanitaires, en particulier sur l'assistance aux victimes et l'élimination des restes explosifs de guerre. La législation espagnole a mis en place un régime dont nous pensons qu'il peut être un modèle à suivre.

Le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létales autonomes, réuni à Genève, a réussi à établir la base des progrès dans ce domaine. Notre proposition consiste à publier une déclaration

politique et un éventuel code de conduite assorti de mesures de transparence et de confiance et d'échanges d'informations et de bonnes pratiques, y compris concernant les avancées scientifiques et technologiques, s'il y a lieu, dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Je ne saurais conclure sans mentionner la machinerie du désarmement, qui souffre depuis plusieurs années d'une paralysie qui menace de devenir un trait caractéristique. L'Espagne demeure fermement en faveur d'une revitalisation du cadre institutionnel en vigueur, et ne soutient certainement pas l'idée de renoncer à ce cadre. Soyons audacieux, mais ne perdons jamais de vue le consensus ou l'aspiration à l'universalisation, qui est la seule manière d'avancer dans ce domaine.

**Mme Liolocha** (République démocratique du Congo) : Je voudrais avant toute chose, au nom de ma délégation, présenter mes sincères félicitations au Président pour son élection à la présidence de la Première Commission, ainsi qu'à tous les membres qui font partie de son bureau, et les assurer de notre pleine coopération. Ma délégation reste convaincue que leur savoir-faire et leur leadership conduiront nos travaux à bon port. Mes félicitations s'adressent aussi à son prédécesseur pour la manière dont il avait conduit les débats de notre commission durant la soixante-douzième session.

La République démocratique du Congo s'associe à la déclaration faite par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés, ainsi qu'à celle faite par le représentant du Maroc au nom du Groupe des États d'Afrique (voir A/C.1/73/PV.2).

La paix et la sécurité internationale ont toujours fait l'objet de la préoccupation de notre organisation. En effet, chaque jour qui passe, notre monde fait face à des situations de plus en plus inquiétantes. La montée du terrorisme, de l'extrémisme violent, le risque de voir des terroristes ou autres acteurs non étatiques acquérir des armes nucléaires ou toute autre arme de destruction massive, le risque de détonation suite à un usage accidentel des armes nucléaires, sont autant de faits qui ne peuvent pas nous laisser indifférents. Les effets de l'utilisation des armes nucléaires ne pourront pas se limiter aux simples frontières nationales, ils auront aussi de profondes répercussions sur les États éloignés des zones ciblées, y compris ceux appartenant à des zones exemptes d'armes nucléaires, et aucune réponse humanitaire adéquate ne pourrait être possible après une attaque nucléaire. Voilà pourquoi, pour éviter une telle catastrophe mondiale, une action collective

et urgente, dans le cadre d'une approche concertée et multilatérale, doit être faite.

La République démocratique du Congo, mon pays, étant partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et au Traité de Pelindaba, ne ménagera aucun effort pour travailler de manière constructive en vue de parvenir à l'objectif final qui est un monde exempt d'armes nucléaires. C'est pourquoi nous réitérons ici notre souhait de voir le Moyen-Orient déclaré zone exempte d'armes nucléaires.

Ma délégation a chaleureusement accueilli l'adoption, le 7 juillet 2017, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, et a participé à la cérémonie d'ouverture à sa signature le 20 septembre 2017. Le Gouvernement travaille actuellement pour sa ratification. L'ouverture à la signature de ce Traité est une grande étape accomplie par les États pour témoigner de leur désir ardent de renforcer la norme mondiale contre l'utilisation, la production et la possession d'armes nucléaires et donner l'impulsion nécessaire au désarmement nucléaire. Il n'est donc pas normal de considérer que cet objectif puisse être renvoyé à un processus à long terme avec comme seul argument le rôle que la dissuasion nucléaire doit jouer dans la préservation de la sécurité et de la stabilité régionales et internationales, d'autant plus qu'un accident peut se produire à tout moment et aucun État, même ceux dotés d'armes nucléaires, ne pourra y faire face. Ma délégation espère que la Conférence d'examen du TNP qui aura lieu en 2020 aboutira à des mesures concrètes.

Pour ce qui est du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, il est indispensable et dans l'intérêt de la communauté que les États concernés par l'annexe 2 puissent rejoindre le Traité pour permettre sa mise en vigueur. Tout en réaffirmant son soutien à l'Agence internationale de l'énergie atomique, ma délégation est d'avis que mettre en œuvre un programme nucléaire à des fins pacifiques est un droit inaliénable qui revient à chaque État, et souligne ici le droit de l'utilisation pacifique du nucléaire sans discrimination.

La problématique des mines antipersonnel, de l'utilisation croissante des armes légères et de petit calibre, des engins explosifs de guerre et autres armes classiques demeure une préoccupation majeure pour mon pays. En effet, depuis son ascension à l'indépendance et plus particulièrement ces 20 dernières années, la République démocratique du Congo a été victime de plusieurs conflits armés. Il y a des groupes armés aussi bien étrangers que nationaux qui prennent part

aux activités déstabilisatrices du pays en se livrant au commerce illicite des ressources naturelles. Cette situation est à l'origine du trafic illicite des armes, de la dissémination des mines et des restes explosifs de guerre qui tuent, affectent les vies de milliers des personnes et constituent, de ce fait, une réelle menace non seulement à la paix et à la sécurité mais aussi au développement. Les populations civiles vivant dans ces zones sont les premières victimes de ces engins de mort abandonnés par les belligérants. De même, les déplacés internes sont davantage exposés aux restes explosifs de guerre quand ils retournent dans leurs milieux d'origine.

Consciente de cette situation, la République démocratique du Congo a adhéré aux différents accords internationaux, tels que la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions, etc. Elle s'est engagée à se conformer à toutes les obligations contenues dans ces différents textes. Pour ce qui est de la Convention d'Ottawa, la République démocratique du Congo a réalisé plusieurs actions dans le cadre de sa mise en œuvre. Parmi ces actions, nous pouvons citer la mise en place du Centre congolais de lutte antimines et l'élaboration du plan stratégique national de lutte antimines.

Pour ce qui est des armes légères et de petit calibre, la République démocratique du Congo appuie le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. C'est ainsi qu'elle a créé en 2008 la Commission nationale de contrôle des armes légères et de petit calibre et de réduction de la violence armée. Plusieurs réalisations ont été faites dans ce domaine, dont la mise en place des antennes provinciales de la Commission; l'élaboration et la validation du nouveau plan d'action national de contrôle et de gestion des armes légères pour la période allant de 2018 à 2022; la mise en place d'un registre électronique national pour la gestion interconnectée des données des armes en circulation sur l'ensemble du territoire national.

Quoique beaucoup reste encore à faire, ma délégation se permet ici de féliciter tous nos partenaires pour le travail abattu, ainsi que le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, qui n'ont ménagé aucun effort pour apporter à la République démocratique du Congo l'assistance nécessaire dans le cadre du renforcement des capacités de la Commission nationale. Ma délégation a salué les travaux de la troisième Conférence d'examen sur le



Programme d'action des Nations Unies, tenue en juin dernier, et appuie les conclusions de celle-ci.

Dans le même ordre d'idées, ma délégation se félicite aussi de l'entrée en vigueur de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage, dite Convention de Kinshasa, et s'est réjouie de la tenue de la première Conférence des États parties à la Convention, organisée au Cameroun en juin dernier.

Dans un monde où les besoins fondamentaux des populations ne sont pas couverts, ma délégation pense qu'il est important de réduire les dépenses militaires afin de rendre disponibles les fonds nécessaires à l'aide au développement économique et social, en particulier dans les pays en développement.

Pour ce qui est du placement d'armes dans l'espace extra-atmosphérique, ma délégation est d'avis que cela est incompatible avec la paix durable. Le renforcement des mesures de transparence et de confiance en vue d'empêcher une course aux armements dans l'espace est vivement souhaité. La sécurité dans le cyberspace et l'espace extra-atmosphérique appelle à une bonne volonté et à une action globale constructive.

Pour conclure, ma délégation reste convaincue que les efforts déployés pour maintenir la paix, la sécurité et la justice internationales incombent à tous les États, et espère qu'avec un peu de volonté politique nos délibérations au cours de ces travaux atteindront les objectifs qu'elles se sont assignés.

**M<sup>me</sup> Nobre Fassinou (Bénin) :** Je voudrais tout d'abord féliciter le Président pour son élection à la présidence de la Première Commission. Je n'ai pas de doute que, sous sa direction avisée, nos délibérations seront couronnées de succès. Il peut d'ores et déjà compter sur l'appui de ma délégation.

Le Bénin s'aligne sur les déclarations faites par les représentants de l'Indonésie et du Maroc, respectivement au nom du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des États d'Afrique (voir A/C.1/73/PV.2), et souhaiterait faire quelques remarques complémentaires à titre national sur le point à l'ordre du jour.

Le monde est en crise et est en quête de sens. La montée des tensions régionales liées aux conflits non résolus, le terrorisme, la menace que fait planer le réchauffement climatique, l'érosion des valeurs

universelles et de la confiance entre les acteurs internationaux nous révèlent un ordre mondial déréglé. Dans de nombreuses régions du monde, la paix est gravement menacée et le risque d'utilisation de l'arme nucléaire sciemment ou par accident s'est accru. L'extrémisme violent et le radicalisme pèsent lourdement sur la sécurité et la stabilité internationales.

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales est l'un des principaux buts des Nations Unies, et la réalisation d'un monde plus sûr est devenue plus que jamais un impératif. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, à travers l'objectif 16, nous enjoint d'ailleurs de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Pour le Bénin, l'instauration d'un monde de paix et de sécurité passe nécessairement par les trois axes que sont l'accélération des efforts en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires; la préservation de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins strictement civiles comme le prescrit le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP); le succès de la lutte contre la circulation illicite des armes légères et de petit calibre.

S'agissant du désarmement nucléaire, le Bénin a participé à la conférence de négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète, et a soutenu l'adoption, le 7 juillet 2017, du Traité sur l'interdiction de ces armes. Le Bénin est fier d'avoir rejoint, depuis le 26 septembre 2018, la liste des pays signataires de cet important Traité et s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de sa ratification.

Pour mon pays, l'existence d'armes nucléaires porte en elle-même le risque de leur utilisation. C'est la raison pour laquelle nous considérons le Traité comme un pas dans la bonne direction. Aussi, la décision de mon pays de soutenir l'adoption du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, puis de procéder à sa signature, est-elle en cohérence avec ses engagements conventionnels antérieurs, puisqu'à l'instar de nombreux autres pays africains le Bénin a signé et ratifié le Traité de Pelindaba qui crée une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. Le Traité d'interdiction des armes nucléaires est pleinement conforme aux objectifs du Traité de Pelindaba.

Le Bénin demeure profondément préoccupé par les conséquences humanitaires catastrophiques que

peut causer l'utilisation de l'arme nucléaire, et encore davantage par les risques de voir de telles armes se retrouver entre les mains des acteurs non étatiques, y compris les organisations terroristes. Une telle possibilité souligne l'urgence pour la communauté internationale de renforcer ses efforts pour éviter à tout prix les risques d'un terrorisme nucléaire. En tant qu'État partie à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, nous invitons tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à en faire de même. Nous en appelons aussi au respect scrupuleux de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité.

Ma délégation se félicite du programme de désarmement lancé par le Secrétaire général cette année et espère qu'il contribuera à relancer le dialogue en la matière. Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général lorsqu'il affirme que le désarmement soutient le développement durable, car les avancées souhaitées dans ce domaine viendront nécessairement conforter les efforts et les ressources visant la promotion du développement durable inclusif et intégré dans le monde.

Le Bénin souligne l'importance du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui demeure un des piliers essentiels du régime international du désarmement et de la non-prolifération nucléaires et soutient ses trois piliers. Ma délégation regrette l'absence de consensus qui a marqué la Conférence d'examen de 2015, avec comme corollaire l'impossibilité d'adopter un document final. Alors que les travaux préparatoires de la prochaine Conférence d'examen de 2020 sont engagés, la dernière réunion y relative s'étant tenue à Genève en mai 2018, ma délégation forme le vœu de voir le régime du Traité sur la non-prolifération s'élargir et se renforcer. Nous nourrissons le ferme espoir que la Conférence d'examen de 2020 sera marquée du sceau d'un nouvel élan politique en matière de désarmement nucléaire.

Le Bénin est attaché aux zones exemptes d'armes nucléaires et est partie au Traité de 1996 sur lesdites zones. Nous considérons que de telles zones constituent des acquis majeurs dans la mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Dans ce contexte, ma délégation renouvelle son soutien aux initiatives en cours aux fins de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Nous appuyons tous les efforts engagés en vue de lever les obstacles à la tenue de la conférence diplomatique devant permettre le lancement d'une telle zone.

Dans le cadre du désarmement régional, le Bénin voudrait souligner, une fois de plus, le rôle majeur que joue le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement, dont le siège se trouve à Lomé. Ce Centre fournit un précieux appui technique aux États africains dans le cadre de la mise en œuvre des mesures que ces derniers prennent relativement à la paix, à la sécurité et au contrôle des armes, en particulier dans le domaine de la lutte contre la circulation illicite des armes légères et de petit calibre. Ce Centre mérite un financement pérenne et davantage en adéquation avec son mandat.

Le Bénin réaffirme son engagement en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éradiquer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et souligne la nécessité du renforcement de la coopération et de l'assistance internationales, notamment à travers le transfert effectif des technologies appropriées pour assurer le contrôle efficace, le traçage et le marquage des armes légères et de petit calibre. Ma délégation se félicite des convergences qui existent entre le Programme d'action sur les armes légères et le Traité sur le commerce des armes qui demeure à ce jour le seul instrument international juridiquement contraignant du XXI<sup>e</sup> siècle visant à réglementer le transfert des armes classiques. Nous invitons tous les États qui n'ont pas encore signé ou ratifié ce Traité à le faire dès que possible en vue d'en assurer l'universalisation.

**M. Ke** (Cambodge) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, ma délégation tient à féliciter le Président de son élection à la présidence de la Première Commission, ainsi que les autres membres du Bureau. Nous les assurons de notre pleine coopération et de tout notre appui.

Le Cambodge se rallie aux déclarations prononcées par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, et par le représentant des Philippines, au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (voir A/C.1/73/PV.2).

Dans le monde actuel, où les conflits font des millions de réfugiés et ont des conséquences catastrophiques, le désarmement est plus crucial que jamais. Le Cambodge accueille avec satisfaction le programme complet de désarmement lancé par le Secrétaire général António Guterres en mai. Ce dernier y propose des mesures concrètes pour un désarmement qui sauve l'humanité, un désarmement qui sauve des vies, un désarmement pour les générations futures,

et le renforcement des partenariats en faveur du désarmement. Ensemble, nous pouvons bâtir un monde plus pacifique.

Nous sommes témoins de tensions qui découlent de conflits prolongés ou nouveaux. Le monde reste alarmé par des incidents et la menace d'un recours aux armes nucléaires. Puisqu'il n'existe pas d'accord sur un instrument juridiquement contraignant en ce qui concerne le désarmement nucléaire entre les États dotés de l'arme atomique et les autres, nous devons disposer de mécanismes propres à garantir que ces armes ne soient pas utilisées.

Nous avons été déçus que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2015 n'ait pu aboutir à un consensus. Ma délégation souhaite donc voir une mobilisation active de la part des États dotés d'armes nucléaires comme de ceux qui n'en sont pas dotés, dans un esprit positif, pour la réalisation de l'objectif final du TNP. De même, nous espérons que la Conférence d'examen de 2020 produira des résultats.

Le Cambodge ne possède pas d'armes nucléaires. Comme il est inscrit dans notre constitution, la fabrication, l'emploi et le stockage d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques sont absolument interdits. Le Cambodge se joint aux autres pays pour féliciter la Thaïlande et les Tuvalu de leur récente ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN). Maintenant que la Thaïlande a pris cette mesure, tous les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont ratifié le TICEN. Nous voyons ainsi que l'ASEAN accorde la plus haute priorité à la paix et à la sécurité dans sa région et à l'objectif de débarrasser le monde des armes nucléaires.

Même si le nombre d'États parties au TICEN va croissant, le Traité n'est pas encore entré en vigueur. Tandis que nous attendons son universalisation, les États devraient s'abstenir de conduire des essais d'armes nucléaires et de procéder à toute autre détonation nucléaire, car cela compromettrait la réalisation de l'objectif du Traité. Nous engageons tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, en particulier les pays visés à l'annexe 2, à signer et ratifier le TICEN sans délai afin de garantir que des armes si dévastatrices ne soient pas mises à l'essai.

Tout en nous opposant fortement aux armes nucléaires, nous réaffirmons le droit indiscutable des pays de mener des activités de mise au point, de

recherche, de production et d'utilisation touchant l'énergie nucléaire aux fins de paix et de développement.

En tant que partie responsable à toutes les grandes conventions sur les armes de destruction massive, le Cambodge condamne fermement l'emploi de tout type d'armes de destruction massive à tout moment, où que ce soit et par quiconque. Il y a près d'une décennie, l'Assemblée nationale cambodgienne a approuvé une loi sur la non-prolifération des armes nucléaires, biochimiques, radioactives et chimiques, qui frappe d'interdiction la production, le recyclage, le transfert et le transport de telles armes dans le pays. De plus, la loi a également établi l'Autorité nationale des armes chimiques, chargée des tâches de contrôle et d'enquête concernant les substances chimiques, ainsi qu'un laboratoire servant d'observatoire de ces substances dans le pays.

Je remercie nos partenaires – l'Initiative relative aux centres d'excellence pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires de l'Union européenne; l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice; le Centre commun de recherche de la Commission européenne – pour l'appui technique et au renforcement des capacités fourni à notre autorité nationale des armes chimiques.

Pour réaffirmer nos engagements dans le droit fil des efforts mondiaux, le Cambodge a organisé en 2014, en coopération avec le Bureau des affaires de désarmement, deux ateliers consécutifs, respectivement sur les explosifs chimiques, biologiques et nucléaires non conventionnels et sur l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité.

S'agissant des efforts régionaux, une région exempte d'armes nucléaires est une valeur fondamentale des nations de l'Asie du Sud-Est, comme inscrit dans la Charte de l'ASEAN, et c'est pourquoi nous nous employons à renforcer le Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est en élaborant puis révisant un plan d'action de temps en temps. Il nous faudra obtenir la signature du Traité par les États non dotés d'armes nucléaires.

La montée du commerce illicite d'armes classiques reste l'un des principaux défis qui se posent à nous aujourd'hui. Nous reconnaissons certes le droit souverain de chaque pays d'utiliser des armes classiques, mais nous devons travailler ensemble à réglementer ces armes. En mettant correctement en œuvre le Programme

d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, nous pouvons contrôler l'afflux d'armes et empêcher que celles-ci ne tombent entre les mauvaises mains, celles d'acteurs non étatiques.

Le Cambodge attache une grande importance à la Convention d'Ottawa, et nous saluons donc vivement la solidarité ferme qui unit tous les États parties à cet instrument, ainsi que toutes les organisations internationales et non gouvernementales concernées, et les autres parties prenantes, qui contribuent collectivement à l'émergence d'un monde débarrassé des mines. Nous attendons avec intérêt la dix-septième réunion des États parties à la Convention d'Ottawa, qui se tiendra plus tard dans l'année à Genève.

En conclusion, ma délégation estime que nous avons la responsabilité partagée d'aller de l'avant à la faveur de négociations fructueuses au service de la non-prolifération des armes, et d'éviter le recours à tout type d'armes pour régler les conflits qui font rage dans certaines parties du monde.

**M<sup>me</sup> Plepytė** (Lituanie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, qu'il me soit permis de féliciter le Président et les autres membres du Bureau de leur accession à leurs fonctions respectives.

La Lituanie fait sienne la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne ( voir A/C.1/73/PV.2). Je vais maintenant mettre quelques points en exergue à titre national.

Les conditions de sécurité dans lesquelles nous vivons sont dynamiques, complexes et hautement imprévisibles. Nous sommes aux prises avec des problèmes de sécurité déjà connus, et d'autres, nouveaux. On peut notamment citer le renforcement de la présence militaire et les démonstrations de force; les manœuvres militaires d'une ampleur sans précédent; les opérations de renseignement, notamment des cyberattaques sophistiquées contre des cibles politiques et économiques de grande valeur; les menaces hybrides. Tout cela ne fait pas de notre planète un endroit plus sûr.

La Lituanie continue d'insister sur le fait que nos principes de sécurité convenus, tels qu'inscrits dans la Charte des Nations Unies, l'Acte final d'Helsinki et d'autres instruments juridiques approuvés à l'échelle internationale ou régionale, devraient être respectés et préservés. Il est capital de défendre l'intégrité du système international fondé sur des règles, car celui-ci est conçu pour préserver et garantir la paix, la sécurité et

la stabilité internationales. Pour l'heure, notre système de maîtrise des armements, de non-prolifération et de désarmement rencontre de nombreuses difficultés qui mettent à l'épreuve la détermination et la cohésion de la communauté internationale.

La Lituanie est résolument attachée à l'application cohérente du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui constitue une pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération. Nous soulignons qu'il importe de défendre et préserver le TNP dans ses trois piliers : non-prolifération, désarmement et utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Nous sommes en faveur d'une approche inclusive et progressive du désarmement nucléaire et espérons que la Conférence d'examen de 2020 sera une réussite.

Étant donné l'actuel contexte géopolitique, nous ne sommes pas d'accord pour dire que le fait d'ôter toute légitimité aux armes nucléaires serait un ajout réaliste à l'harmonisation des fins de désarmement et de sécurité. La Lituanie soutient complètement l'idée d'adopter de nouvelles mesures pour le désarmement nucléaire, la stabilité stratégique et des réductions négociées et vérifiées des forces nucléaires. Nous devons être réalistes : le désarmement nucléaire n'est pas possible sans la participation active des États dotés d'armes nucléaires. En tant qu'État non doté d'armes nucléaires, la Lituanie insiste sur l'importance des mesures de confiance, de la transparence réciproque et de la vérification efficace, autant d'éléments essentiels qui font partie intégrante du processus de maîtrise des armements et de non-prolifération nucléaires. Dans cette optique, nous soulignons qu'il importe de préserver l'intégrité du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, qui est un outil essentiel de la sécurité internationale et de la stabilité stratégique et qui suppose la pleine adhésion de ses parties.

Nous estimons que le Plan d'action global commun demeure une réalisation notable de l'architecture de non-prolifération. Il a été élaboré aux seules fins d'empêcher l'Iran de mettre au point des armes nucléaires, et cela fonctionne, comme en attestent de multiples inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'autres sources. Nous devons toutefois garder à l'esprit qu'il ne couvre pas le programme de missiles balistiques iranien ni les incidences de celui-ci sur la sécurité régionale. Toutes ces questions devraient être traitées ensemble.

La Lituanie souscrit totalement aux efforts déployés par les parties prenantes en faveur de la



dénucléarisation de la péninsule coréenne, qui doit être complète, vérifiable et irréversible. En attendant, les sanctions doivent être maintenues et pleinement appliquées par tous les pays.

Depuis 2013, les armes chimiques ont fait de nombreux morts en Syrie. Plus tôt cette année, nous avons été témoins de l'utilisation irréfléchie d'un agent neurotoxique, cette fois à Salisbury, sur le sol européen, pour la première fois depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En février 2017, un agent neurotoxique chimique a été employé lors d'un incident fatal en Malaisie. Nous ne saurions tolérer que la Convention sur les armes chimiques (CIAC) s'érode plus avant. La Lituanie accueille avec beaucoup de satisfaction la décision adoptée en juin par la Conférence des parties à la CIAC de manière à renforcer les moyens dont l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dispose afin d'identifier les auteurs d'attaques à l'arme chimique en République arabe syrienne et dans le monde entier. La Lituanie soutient également un nouveau régime de mesures restrictives de l'UE qui vise à lutter horizontalement contre l'emploi et la prolifération des armes chimiques.

Enfin, je tiens à exprimer la ferme détermination de la Lituanie à s'engager activement et à coopérer dans le domaine du contrôle des armements, de la non-prolifération et du désarmement.

**M. Al Towaiya (Oman) (*parle en arabe*) :** Comme celles qui l'ont précédée, la délégation omanaise félicite le Président de son élection à la présidence de la Première Commission à sa soixante-treizième session. Nous lui souhaitons, ainsi qu'aux autres membres du Bureau, plein succès. Ma délégation veut aussi dire son appréciation pour les efforts déployés par le représentant de l'Iraq, pays frère, à la présidence de la Commission à sa précédente session.

Ma délégation s'aligne sur les déclarations prononcées au nom du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des États arabes (voir A/C.1/73/PV.2).

La Première Commission a pour mission de trouver des solutions aux menaces à la paix et à la sécurité internationales et de coordonner la coopération sur les questions de désarmement. Toutefois, en dépit d'efforts majeurs entrepris récemment dans ce domaine, nous sommes conscients que nous devons poursuivre notre action car il reste beaucoup à accomplir, en particulier dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires.

Dans de nombreuses régions du monde, le commerce illicite d'armes légères est un danger majeur et fait peser une menace sur la paix et la sécurité nationales et internationales. Ma délégation saisit cette occasion pour rappeler les conséquences des armes légères, notamment le meurtre de millions d'êtres humains, les violations des droits de l'homme, l'exacerbation de la pauvreté et le détournement de ressources qui devraient normalement être consacrées au développement humain. Nous ne devons pas oublier non plus le lien entre ces armes et la criminalité nationale et transnationale organisée sous toutes ses formes.

La réussite du désarmement nucléaire aurait non seulement pour effet de contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité internationales, mais aussi d'épargner de vastes ressources dont on a un besoin criant pour les efforts de développement et pour promouvoir l'état de droit, protéger l'environnement et empêcher que des matières nucléaires ne tombent entre les mains de groupes terroristes.

L'impasse actuelle qui caractérise les questions de désarmement et le manque d'optimisme parmi les États Membres alimentent des doutes et des soupçons quant au mécanisme multilatéral, qui tourne au ralenti depuis un moment. Les États Membres doivent bien sûr faire preuve de courage pour surmonter les obstacles au désarmement, en particulier le désarmement nucléaire. C'est un objectif crucial pour lutter contre les menaces à la paix et à la sécurité internationales. À cet égard, nous soulignons en particulier la nécessité pour les États de faire preuve de volonté politique en renonçant au principe du deux poids, deux mesures, notamment à la lumière de leur incapacité constante, ces dernières années, à réunir un consensus sur nombre de questions de désarmement nucléaire, dont les échecs à la Commission du désarmement, l'échec à obtenir l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'échec de la Conférence du désarmement à s'entendre sur son ordre du jour.

Comme tous les États arabes, le Sultanat d'Oman réitère son appel en faveur de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Nous sommes confiants que la réalisation de cet objectif aidera à créer un climat positif et propice à la coopération entre les États de la région et à mettre fin à la course aux armements, tout en rétablissant la paix et la confiance dans la région. Cela bénéficierait au monde entier et à la paix et à la sécurité internationales.

La création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient est de la plus haute importance et requiert le soutien et l'assistance de la communauté internationale. Mon pays appuie cette proposition et demande à Israël d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires afin d'appliquer l'accord de 1995, qui comprenait l'adoption d'une résolution sur le Moyen-Orient et identifiait un lien objectif entre la prorogation indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, d'une part, et la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive, d'autre part, ainsi que l'accession d'Israël au Traité.

Nous appelons tous les États Membres à respecter leurs obligations découlant de tous les traités et de toutes les conventions liés au désarmement, en particulier s'agissant des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive. Nous espérons que les délibérations de la Commission et les résolutions qu'elle adoptera sous la présidence de M. Jinga contribueront à répondre aux aspirations de tous les peuples du monde à la sécurité, à la paix et à la stabilité.

**M. Panayotov** (Bulgarie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter l'Ambassadeur Ion Jinga, de la Roumanie, et les autres membres du Bureau de diriger la Première Commission à la présente session. Ils peuvent être assurés du plein appui de notre délégation dans leurs entreprises à la tête des travaux de la Commission pour obtenir de bons résultats.

Je saisis cette occasion pour remercier le Président de l'an dernier, l'Ambassadeur Mohammed Bahr Aluloom, de l'Iraq, pour son action infatigable durant la soixante-douzième session.

La Bulgarie se rallie à la déclaration faite au nom de l'Union européenne le 8 octobre (voir A/C.1/73/PV.2). Je voudrais maintenant mettre l'accent sur quelques points importants pour mon pays.

La situation de sécurité internationale actuelle est plus que difficile. L'évolution récente a montré que le multilatéralisme était en danger, alors que seul le multilatéralisme peut permettre de relever avec succès les défis auxquels nous faisons tous face. À cet égard, nous accueillons avec satisfaction le programme de désarmement lancé par le Secrétaire général, car il dégage une approche globale très nécessaire qui intègre l'ensemble du système des Nations Unies.

Malheureusement, depuis l'an dernier, nous avons été témoins de plusieurs nouveaux cas d'utilisation

d'armes et de substances chimiques, non seulement en Syrie, mais plus récemment aussi à Salisbury, au Royaume-Uni. C'est non seulement préoccupant, mais cela met également en péril la norme même qui interdit l'emploi de telles armes, établie par la Convention sur les armes chimiques. La Bulgarie condamne dans les termes les plus forts tout recours à des armes chimiques. Nulle action de ce type ne saurait aller sans conséquence et tous les auteurs doivent répondre de leurs actes.

Les faits nouveaux intervenus dans la péninsule coréenne sont encourageants. Ces étapes initiales doivent toutefois être suivies d'un engagement de la République populaire démocratique de Corée dans des négociations aboutissant à une dénucléarisation complète, irréversible et vérifiable. Nous invitons instamment la République populaire démocratique de Corée à appliquer pleinement toutes les résolutions du Conseil de sécurité qui la concernent.

Le Plan d'action global commun sur le programme nucléaire iranien, conclu en juillet 2015, conserve une importance historique. Comme l'ont confirmé les plus récents rapports, l'Iran continue de donner suite à ses engagements dans le domaine nucléaire. Le Plan d'action reste crucial pour la stabilité régionale et mondiale, et nous encourageons toutes les parties à cet instrument à respecter strictement ses dispositions.

La Bulgarie réaffirme son attachement à l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Nous sommes convaincus que les avancées en matière de désarmement nucléaire ne sont possibles que dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), en particulier son article VI. Le TNP demeure la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération et le cadre du désarmement nucléaire, de la non-prolifération et des utilisations pacifiques de l'énergie atomique. Nous ne devons donc épargner aucun effort pour assurer la réussite de la Conférence d'examen du TNP en 2020. La seule méthode opérante sera constructive, réaliste et progressive, fondée sur des mesures concrètes et applicables, comme autant d'éléments qui renforceront le régime international de désarmement et de non-prolifération. Elle suppose de faire prendre effet au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, de sortir de l'impasse à la Conférence du désarmement, y compris en élargissant sa composition, et d'entamer des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires. À cet égard, il faut noter que la Conférence du désarmement a constitué cinq organes subsidiaires cette

année, ce qui a abouti à l'adoption de quatre rapports quant au fond, dont on peut espérer qu'ils serviront de base aux travaux de la Conférence en 2019.

Il est tout aussi important d'enregistrer des progrès dans le domaine des armes classiques. Nous accueillons avec satisfaction le document final de 2018 issu de la troisième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (A/CONF.192/2018/RC/3, annexe). Le document final fournit une bonne base pour guider nos efforts visant à consolider plus avant le régime mondial de lutte contre le commerce illicite de ces armes et mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, entre autres choses.

L'universalisation du Traité sur le commerce des armes reste une priorité pour mon pays. Les normes internationales de commerce responsable des armes, établies par le Traité, jouent un rôle important dans la prévention des atrocités, la lutte contre le terrorisme et la promotion de la sécurité internationale.

La vulnérabilité du cyberspace n'est plus une menace naissante, mais une menace bien réelle qui appelle notre attention immédiate. Nous avons besoin de nouvelles règles pour répondre aux nouveaux défis. De ce point de vue, la Bulgarie soutient l'élaboration de normes et de principes universels pour un comportement responsable des États dans le cyberspace, ainsi que de mesures de confiance.

Pour terminer, je tiens à dire une fois de plus que ce n'est que par le multilatéralisme et en réaffirmant l'approche fondée sur des règles que nous pourrions surmonter les difficultés que nous connaissons actuellement.

**M. Ovsyanko** (Biélorus) (*parle en russe*) : Je me joins aux orateurs précédents pour vous féliciter M. Jinda de son élection à la présidence de la Première Commission.

Les séances de la Commission sont pour nous une excellente occasion de faire le bilan de l'évolution des situations depuis la précédente session de l'Assemblée générale. Il est clair que les questions de sécurité internationale sont toujours aussi pertinentes aujourd'hui. Toutefois, nous devons reconnaître que le monde n'est devenu ni plus stable ni plus prévisible. Le niveau de confrontation entre États est aujourd'hui à son plus haut de la décennie, ce qui a des incidences sur nombre de

questions figurant à l'ordre du jour international et tend à politiser nos plateformes multilatérales consacrées au désarmement. Les problèmes entourant l'existence des armes nucléaires restent non seulement à résoudre mais, dans une certaine mesure, ils se sont même aggravés.

Nous sommes obligés de conclure que les initiatives destinées à établir des normes parallèles pour l'interdiction complète des armes nucléaires ont encore intensifié les polémiques. Il est peu probable que cela mène à de véritables progrès dans le domaine du désarmement nucléaire, ne serait-ce que parce que tous les États dotés d'armes nucléaires restent à l'écart de ces initiatives. Nous estimons que la seule manière d'atteindre nos objectifs consiste à mettre en place des mesures de confiance à l'intention de chaque participant aux efforts internationaux de paix, avec la participation des États qui possèdent des armes nucléaires et des autres, et avec des garanties de sécurité universelles efficaces.

La République du Biélorus a été parmi les premiers États, après l'effondrement de l'Union soviétique, à renoncer volontairement et sans condition à la possession d'un arsenal nucléaire conséquent, et nous demeurons engagés dans notre entreprise commune d'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires. Nous travaillons de manière responsable pour atteindre cet objectif, en tant que participant direct au processus basé sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Nous estimons que nous devrions prendre des mesures résolues pour renforcer le TNP et d'autres instruments mondiaux et régionaux dans les domaines de la non-prolifération, de la sécurité et de la stabilité, ce qui sera nécessaire en fin de compte pour faciliter la concrétisation de notre principal objectif stratégique, qui tient dans le désarmement nucléaire complet et intégral. L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires le plus tôt possible jouera un rôle crucial à cet effet. Le Biélorus a été parmi les premiers États à ratifier cet instrument fondamental, et nous exhortons les États du dont dépend l'avenir du futur du Traité à mobiliser la volonté politique nécessaire pour prendre des mesures aux fins de son entrée en vigueur.

Nous devons imprimer un nouvel élan au processus de création de zones exemptes d'armes nucléaires. La résolution adoptée à la Conférence d'examen du TNP en 1995 au sujet de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient n'a toujours pas été appliquée, et l'Europe n'est pas non plus couverte par une telle zone. Au milieu des années 90,

le Bélarus a proposé l'idée de créer une zone exempte d'armes nucléaires en Europe centrale et orientale, mais notre appel bien intentionné n'a malheureusement pas été entendu.

Malheureusement, le sujet de l'emploi d'armes chimiques reste l'un des problèmes les plus fondamentaux de l'ordre du jour international. Nous tenons à réaffirmer une fois de plus que l'emploi d'armes chimiques par quiconque, où que ce soit et quelles que soient les circonstances est totalement inacceptable. Cependant, nous nous opposons à toute résolution conflictuelle qui politise les travaux de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ou sape la confiance entre les États Membres.

L'an dernier, à l'initiative de la République du Bélarus, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 72/23, sur l'interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types d'armes de destruction massive (ADM). C'est aujourd'hui l'une des seules résolutions, sinon la seule, à prévoir un mécanisme préventif pour établir des procédures internationalement convenues qui nous permettent de suivre la mise au point et la prolifération possibles de nouvelles ADM, et nous appelons tous les États à l'appliquer.

Veiller à ce que des armes de destruction massive ne tombent entre les mauvaises mains demeure aussi une priorité des efforts conjoints des États Membres. Nous menons une politique responsable et cohérente concernant l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, où nous voyons un mécanisme sans équivalent pour une approche globale et holistique de la lutte contre la prolifération des ADM et de leurs vecteurs ainsi que des technologies et équipements y afférents. Nous nous employons activement à fournir une assistance à la mise en œuvre de la résolution dans la Communauté d'États indépendants.

Je voudrais mettre l'accent sur quelques faits nouveaux encourageants. Nous ne saurions ne faire aucun cas des résultats des sommets intercoréens, notamment l'objectif, annoncé par les participants, d'une dénucléarisation complète de la péninsule coréenne, ni la réunion tenue entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée à Singapour. Nous invitons instamment la communauté internationale à soutenir ces efforts.

La République du Bélarus attache une grande importance aux travaux de la Conférence du désarmement. Le fait de sortir de l'impasse où se

trouve cet organe de négociation multilatéral forme une part importante de nos efforts visant à obtenir un désarmement complet et universel et un monde plus sûr. Durant sa session de 2018, les États n'ont pas été en mesure de surmonter certains désaccords de longue date, et la Conférence n'a pas pu éviter une certaine politisation de ses activités. Néanmoins, nous ne pouvons pas dire que nous n'avons pas su tirer parti des possibilités offertes par la session dans l'ensemble. La création de cinq organes subsidiaires nous a permis de tenir des discussions approfondies sur divers points de l'ordre du jour en vue de parvenir à un compromis. Il est important que les décisions prises nous aient donné la possibilité d'aller au-delà d'un simple échange de vues. Nous devrions maintenir cette dynamique dans les travaux de la Conférence.

Nous notons que des lacunes persistent au sujet de la réglementation juridique de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, s'agissant en particulier d'y empêcher le positionnement d'armements. Nous souscrivons à la proposition faite par la Russie et la Chine qui tend à élaborer un traité sur la prévention du positionnement d'armes dans l'espace extra-atmosphérique et la menace ou l'emploi de la force contre des objets situés dans l'espace. Son adoption contribuerait sensiblement au règlement du problème de l'élimination des questions non réglementées dans le cadre des accords en vigueur concernant le droit de l'espace extra-atmosphérique. Le Bélarus participe activement aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace, créé par la résolution 72/250. En tant que coauteurs de la résolution, nous continuerons donc de contribuer à l'élaboration de recommandations, de paramètres et de contenu pour un instrument international dans ce domaine. Nous saluons l'accent mis par les membres du Groupe sur la bonne exécution de leur mandat.

Nous sommes troublés par le climat de défiance qui s'est installé au lendemain de la troisième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue en juin à New York. Un désaccord fondamental sur les moyens d'améliorer à l'avenir les mécanismes de lutte contre ces armes a menacé l'adoption traditionnelle par consensus des documents issus de ces conférences. Nous exhortons les pays à s'abstenir d'utiliser ces conférences



à des fins d'affrontement ou pour promouvoir des idées ou initiatives qui ne font pas consensus.

Nous notons que les questions de sécurité relatives à l'information et aux télécommunications sont de plus en plus pertinentes dans le monde d'aujourd'hui. Les progrès technologiques modernes font qu'il est essentiel pour nous de formuler des mesures concrètes efficaces pour combattre les cybermenaces. À cet égard, nous soutenons l'initiative lancée par la Fédération de Russie à la Première Commission en faveur d'un projet de résolution sur les réalisations dans le domaine de l'information et des télécommunications pour ce qui a trait à la sécurité internationale.

Il est clair que la volonté politique est cruciale pour faire face aux crises qui marquent aujourd'hui les relations internationales. Des solutions de long terme efficaces dans le domaine de la sécurité internationale et du désarmement apporteraient une contribution directe et décisive à la paix, à la stabilité, au développement durable et, en fin de compte, à l'existence même de l'humanité.

**M. Ja'afari** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je tiens à féliciter mon collègue l'Ambassadeur Jinga, Représentant permanent de la Roumanie, pour son élection à la présidence de cette importante Commission à sa présente session.

Ma délégation s'associe à la déclaration prononcée par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/73/PV.2).

Ainsi que la Commission le sait, les problèmes que notre monde connaît ne cessent de s'aggraver, au premier rang desquels la mise au point et la modernisation d'arsenaux nucléaires et la menace d'y recourir par les États dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ainsi que la propagation du terrorisme et son utilisation comme arme politique par les gouvernements de certains États Membres de l'Organisation, y compris des membres permanents du Conseil de sécurité, et l'appui que ceux-ci apportent à des organisations que le Conseil de sécurité a désignées comme terroristes en raison de leur recours à des armes chimiques.

Le fait que certains États dotés d'armes nucléaires continuent de protéger la possession par Israël d'armes nucléaires et de couvrir son refus d'adhérer au TNP est devenu encore plus flagrant quand les États-Unis et la Grande-Bretagne ont fait échouer la Conférence d'examen du TNP en 2015. L'appui constant des

États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, du Canada, de l'Allemagne et d'autres pays occidentaux aide l'armée israélienne à mener des programmes nucléaires, biologiques et chimiques et encourage l'entité israélienne à continuer de battre en brèche la volonté de la communauté internationale par son refus d'adhérer au TNP et à d'autres conventions sur les armes de destruction massive.

Fin 2003, durant le mandat de la Syrie au Conseil de sécurité, mon pays a fait la promotion d'une initiative visant à libérer le Moyen-Orient de toutes les armes de destruction massive et des armes nucléaires en particulier. Toutefois, la délégation des États-Unis a menacé à l'époque d'utiliser son droit de veto si nous introduisions un projet de résolution sur le sujet au Conseil. En ayant cela à l'esprit, mon pays appelle de nouveau les États Membres à libérer le Moyen-Orient des armes nucléaires et de toutes les armes de destruction massive, et à faire pression sur Israël pour qu'il adhère au TNP en tant que partie non nucléaire et soumette toutes ses installations et activités nucléaires au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Convaincu qu'il importe de débarrasser le Moyen-Orient de toutes les armes de destruction massive, et des armes nucléaires en particulier, le Gouvernement syrien condamne dans les termes les plus forts le crime consistant à employer des armes chimiques. Comme les membres de la Commission le savent, mon pays a adhéré à la Convention sur les armes chimiques pour prouver au monde son engagement à s'abstenir de tout recours à de telles armes. Nous respectons nos obligations découlant du Traité, malgré la situation très difficile que nous connaissons; confirmation en a été donnée par M<sup>me</sup> Sigrid Kaag, Présidente de la Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies, dans son rapport de juin 2014 au Conseil de sécurité. Avec la destruction des deux derniers sites et la vérification par la mission d'établissement des faits de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) que les débris avaient été enlevés, mon pays a rempli toutes ses obligations et détruit tous ses sites de production d'armes chimiques. Nous examinons à présent les questions relatives à la déclaration nationale que la Syrie doit faire dans le cadre de l'OIAC.

Mon pays a adressé plus de 160 lettres au Secrétaire général, au Conseil de sécurité, au Mécanisme d'enquête conjoint, au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et au Comité contre le

terrorisme. Les premières de ces lettres ont été envoyées quatre mois avant la première attaque chimique qui a eu lieu à Khan al-Assal en 2013. Nous soulignons dans nos lettres nos craintes que certains États soutenant le terrorisme puissent fournir des armes chimiques à des groupes terroristes puis prétendre que c'était la Syrie qui les avait utilisées. Ces lettres contenaient des informations exactes sur la possession de substances chimiques toxiques par des organisations terroristes et leur utilisation contre des civils et des militaires. Après l'invasion de la Libye, les substances ont été ramenées de ce pays avec l'aide des services de renseignement de divers pays hostiles à la Syrie. Ceux-ci ont également fourni ces substances chimiques toxiques à Daech et au Front el-Nosra avec l'assistance des services de renseignement turcs par la frontière turque et avec l'appui direct à l'époque de l'organisation Bandar bin Sultan. L'une des lettres citait également un terroriste du nom de Haitham Qassab, qui avait fait passer deux litres de sarin de la Libye à la Turquie dans un avion civil à destination de l'aéroport d'Istanbul, le produit ayant ensuite été transmis à des organisations terroristes en Syrie par notre frontière avec la Turquie.

Dans de nombreuses lettres, nous avons en outre informé l'ancien Mécanisme d'enquête conjoint et le Conseil de sécurité de la collusion avec le régime qatari, qui finançait des organisations terroristes et leur demandait d'utiliser du gaz chloré et d'autres produits chimiques toxiques dans des zones qu'elles contrôlaient. Le but était de prendre des photos et des vidéos afin d'accuser l'armée syrienne d'utiliser des armes chimiques et de ruiner ainsi la réputation du Gouvernement syrien. Certains pays, en particulier la Grande-Bretagne, ont également apporté un soutien médiatique à des groupes terroristes armés, les appelant « Casques blancs » et décernant un Oscar à un film à leur sujet.

Étant donné que nous considérons la Conférence du désarmement comme la seule instance où négocier sur les questions de désarmement et souhaitons vivement qu'un consensus soit réuni sur son rôle et son mandat, dans le droit fil de la première session de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, en 1978, nous dénonçons les manœuvres de politisation par les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, ainsi que leurs alliés, qui ont fait obstacle aux travaux de la Conférence et empêché qu'un consensus soit trouvé sur son programme de travail au cours des sessions précédentes en raison de

problèmes d'ordre politique qui n'avaient rien à voir avec le désarmement.

Le terrorisme – qui est soutenu, parrainé et qui se voit fournir des substances chimiques toxiques par les pays qui le financent – se retournera tôt ou tard contre les gouvernements de ces pays et d'autres. Dans ce contexte, nous soulignons qu'il importe que les États Membres assument leur responsabilité et mettent un terme au trafic d'armes et de munitions de tout type et d'autres substances connexes, létales ou non létales, à destination de la Syrie. Ils devraient également cesser de faire passer des terroristes armés par les frontières des pays voisins de mon pays.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question pour la présente séance.

Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui ont demandé à s'exprimer au titre du droit de réponse. Je rappelle à toutes les délégations que la première intervention est limitée à 10 minutes, et la seconde à cinq minutes.

**M. Kim Song** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Je tiens à exercer mon droit de réponse à propos de la déclaration faite par la représentante de l'Espagne, qui pense que ce sont les sanctions qui ont amené la République populaire démocratique de Corée à la table des négociations. Au cours de ces derniers jours du débat général, d'autres pays européens, tels que la France et les Pays-Bas, ont montré qu'ils partageaient cette vision erronée.

Ce n'est pas une question de sanctions. Franchement, la République populaire démocratique de Corée a vécu sous la pression des sanctions pendant sept décennies, depuis le premier jour de sa création. Nous avons acquis de solides qualités d'autonomie et de développement sans aide extérieure pour surmonter toute sanction ou pression. Même si les sanctions étaient encore durer pendant 10 ou 100 ans, nous les surmonterions et en ressortirions plus forts. Cette année, avec la détermination et la volonté de mettre fin à toute une histoire d'antagonisme et de parvenir à une paix durable dans la péninsule coréenne, la République populaire démocratique de Corée a formulé des propositions pour l'établissement d'un régime pacifique et la dénucléarisation de la péninsule coréenne et déploie des efforts sincères en ce sens.

Ce n'est pas une question de sanctions; c'est le respect mutuel qui fait défaut. La représentante

espagnole a indiqué que, bien qu'elle restait optimiste, nous devons nous garder d'oublier les expériences passées, et continuer d'exercer des pressions et d'appliquer des sanctions jusqu'à ce qu'il en ressorte des résultats tangibles en termes de dénucléarisation. Pense-t-elle que c'est le manque de sanctions qui a fait échouer les négociations par le passé? Elle aurait tort, là encore. C'est le manque de confiance entre les parties concernées. C'est pourquoi la République populaire démocratique de Corée maintient que le moyen le plus rapide de réaliser la dénucléarisation consiste dans une approche progressive suivant le principe des actions simultanées, tout en donnant la priorité aux mesures de confiance.

La République populaire démocratique de Corée reste inébranlable dans son intention et sa volonté de parvenir à la paix, à la stabilité et à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Nous venons de faire le premier pas. Nous sommes ouverts à tous et continuerons de tendre la main à la communauté internationale et de dialoguer avec elle à l'avenir.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je prends la parole au titre du droit de réponse quant aux observations faites par le représentant de la Syrie.

Comme nous venons de l'entendre, la Syrie persiste à nier avoir eu recours à des armes chimiques. Elle en a utilisé à plusieurs reprises contre son propre peuple. Les preuves sont là et rien ne leur remet en question. La Syrie accuse les Casques blancs d'avoir mis en scène les attaques. Elle accuse d'autres parties d'avoir fourni des armes chimiques et d'autres formes d'appui à des terroristes. Ces accusations sont tout simplement infondées. Soyons clair. La Syrie doit comprendre que si elle utilise à nouveau des armes chimiques, mon pays et ses alliés lui opposeront une réponse très claire. Nous continuerons dans les jours à venir, je n'en doute pas, d'entendre la Syrie nier son emploi d'armes chimiques. La Syrie n'est pas crédible et ne trompe personne dans cette salle.

**M. Elmajerbi** (Libye) (*parle en arabe*) : La délégation de mon pays a demandé à exercer son droit de réponse au sujet de l'affirmation du représentant syrien selon laquelle des substances chimiques – en particulier du gaz sarin – auraient été acheminées de Libye en Syrie. La Libye n'a jamais possédé un tel gaz,

ses stocks d'armes chimiques n'incluaient pas ce gaz, et tous les armes chimiques de la Libye ont été détruites par l'Organisation pour la prohibition des armes chimiques (OIAC), avec l'assistance amicale de l'Allemagne et du Danemark. Notre stock a été détruit en Allemagne, et tous les stocks d'armes chimiques de la Libye ont été détruits, comme l'a confirmé l'OIAC. Tous les États Membres de l'ONU ont reçu des lettres les en informant. Je demande au représentant syrien d'être précis et de ne pas faire d'accusations infondées.

**M. Hallak** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Ceux qui protègent et couvrent l'arsenal chimique, biologique et nucléaire d'Israël; ceux qui inventent des prétextes peu convaincants pour préserver leurs arsenaux chimiques; ceux qui ont détruit l'Iraq sur la base d'un mensonge quant à de prétendues armes de destruction massive; ceux qui se sont retirés de l'accord international avec l'Iran; ceux qui ont cessé de financer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient; ceux qui se sont retirés de l'UNESCO; et ceux qui continuent de faire pression sur l'ONU à propos des questions de financement et qui menacent de se retirer de l'Organisation mondiale du commerce – ils n'ont pas le droit d'accuser à tort la République arabe syrienne de posséder des armes chimiques. Ils traînent un lourd passif de faits avérés et non fabriqués en ce qui concerne l'emploi d'armes nucléaires, chimiques et biologiques contre des civils en maints endroits du monde.

S'agissant de la déclaration que vient de faire le représentant de la Libye, je l'invite à mon tour à être précis et à écouter attentivement ce que nous disons. Nous n'avons pas dit que deux litres de gaz sarin avaient été produits en Libye; nous avons simplement indiqué qu'ils avaient été acheminés depuis la Libye à bord d'un avion civil.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je profite de l'occasion pour rappeler à toutes les délégations que la date limite pour le dépôt des projets de résolution et de décision auprès du Secrétariat est fixée au jeudi 18 octobre, à midi. Les délégations sont vivement priées de respecter ce délai afin de permettre au Secrétariat de traiter les documents dans les temps, ce qui accélèrera le travail collectif de la Commission.

*La séance est levée à 17 h 50.*